



ECONOM
AT
DES
ARMEES

DIRECTION GENERALE
DIRECTION DES ACHATS

Cahier des clauses particulières (CCP)

<p>APPEL D'OFFRES OUVERT</p> <p>ACCORD-CADRE MULTI ATTRIBUTAIRE</p> <p>FOURNITURE DE MATERIELS DE RESTAURATION COLLECTIVE</p> <p>DCE N° 2025/0380/EDA-DA</p>
--

ANNEXES :

Annexe 1 – Description des prestations associées à l'achat du matériel (annexe n°1.1 à 1.6)

Annexe 2 – Famille et sous-famille par accord-cadre (annexe n°2.1 à 2.6)

Annexe 3 et 4 – Gabarit de référencement

SOMMAIRE

I – DISPOSITIONS RELATIVES A L'ACCORD-CADRE -----	
1. Objet des accords-cadres -----	5
2. Identification des clients -----	5
3. Allotissement -----	5
4. Forme de l'accord-cadre -----	6
5. Durée de l'accord-cadre - Reconduction -----	6
6.1. Pièces particulières -----	6
6.2. Pièces générales -----	6
6.3. Exhaustivité des pièces -----	7
7. Prestations et périmètre concerné -----	7
8. Clause à caractère environnemental -----	8
II – DISPOSITIONS RELATIVES AUX MARCHES SUBSEQUENTS-----	9
1. Modalités de passation des marchés subséquents -----	9
1.1 Objet des marchés subséquents -----	9
1.2. Modalités de passation des marchés subséquents -----	9
1.3 Pièces des marchés subséquents -----	10
1.4 Modalités générales de réponse aux consultations et d'attribution des marchés subséquents -----	11
2. Modalités d'exécution des marchés subséquents à bons de commande -----	13
2.1 Informations générales -----	13
2.2 Particularités des livraisons à l'étranger ou en Outre-Mer -----	13
2.3 Liste des familles de produit -----	13
2.4 Référencement de nouveaux produits -----	13
2.5 Gabarit de référencement -----	14
2.6 Emission de bons de commande -----	14
2.7 Préparation des commandes pour enlèvement ou mise à disposition -----	14
3. Modalités financières des marchés subséquents -----	18
3.1 Facturation -----	18
3.2 Modalité de règlement -----	18
3.3 Délai de paiement -----	18

3.4 Intérêts moratoires	19
3.5 Nantissement et cessions de créances	19
3.6 Acomptes	19
3.7 Avances	19
3.8 Ajustement des prix	20
3.9 Prix de l'accord-cadre de référence et des marchés subséquents	20
3.10 Offre promotionnelle	20
4. Performance des MS	20
5. Pénalités	21
5.1 Pénalités de retard	21
5.2. Pénalités pour non-respect des obligations relatives aux sous-traitants mentionnées à l'article 3.6 du CCAG/FCS	21
5.3. Pénalités pour non-respect du délai de réparation (en cas de mise en œuvre de la garantie)	22
5.4 Pénalité pour non-respect des dispositions des pièces de l'accord-cadre de référence	22
5.5 Exécution aux frais et risques du titulaire (non livraison partielle ou totale des fournitures...)	22
6. Dépendance économique	22
7. Données personnelles	22
III - DISPOSITIONS COMMUNES	23
1. Modification de l'accord-cadre et des marchés subséquents	23
2. Résiliation des accords-cadres et des MS	24
2.1 Résiliation pour motif d'intérêt général	24
2.2 Résiliation pour faute du titulaire	24
3. Litiges	24
4. Confidentialité	25
5. Assurance et responsabilité du titulaire	25
IV - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS	25

I – DISPOSITIONS RELATIVES AUX ACCORDS-CADRES

1. Objet des accords-cadres

Ils ont pour objet de définir les termes contractuels généraux entre l'Economat des Armées (EdA) et les opérateurs économiques (titulaires de l'AC), dans le cadre de la passation de futurs marchés subséquents (MS) relatifs à l'équipement de cuisine collective.

Les prestations décrites de manière générale dans le présent cahier des clauses particulières sont décrites avec précision dans le cahier des clauses particulières et annexes de chaque marché subséquent contractualisé après mise en concurrence.

2. Identification des clients

L'EdA est la centrale d'achat du Ministère des Armées ; dans le cadre du présent accord-cadre il agit pour son propre compte et pour le compte de ses clients.

3. Allotissement

En application de l'article L.2113-10 du code de la commande publique, tous les marchés résultant de la consultation sont des marchés passés sous la forme de lots séparés.

Les marchés sont multi-attributaires.

En application des articles R2162-1 et suivants du code de la commande publique, il s'agit d'accords-cadres (AC) exécutés sous la forme de marchés subséquents (MS) mono-attributaires.

Afin de maintenir un principe de concurrence au niveau de la passation des marchés subséquents, le nombre de titulaires pour chacun des AC est fixé au maximum à quatre (4).

La consultation donne lieu à six (6) lots.

Chaque lot est jugé indépendamment des autres lots et donne lieu à la passation d'un AC.

Accords-cadres	Montants financiers estimatifs annuels en € H.T.	Montants financiers estimatifs sur la durée totale des accords-cadres (4 ans)	Maximum financier sur la durée totale des accords-cadres (4ans)
INOX	2 500 000 €	10 000 000 €	30 000 000 €
CONSERVATION	6 500 000 €	26 000 000 €	78 000 000 €
CUISSON	7 000 000 €	28 000 000 €	84 000 000 €
DISTRIBUTION	6 000 000 €	24 000 000 €	72 000 000 €
LAVERIE	5 500 000 €	22 000 000 €	66 000 000 €
PREPARATION	2 500 000 €	10 000 000 €	30 000 000 €

Les candidats peuvent candidater et déposer une offre pour un (1) ou plusieurs lots. En cas de réponse à plusieurs lots, le candidat ne transmettra qu'une seule fois ses pièces de candidature

4. Forme de l'accord-cadre

Il s'agit d'accords-cadres multi-attributaires.

Il sera retenu 4 attributaires par lots sous réserve d'un nombre suffisant d'offres.

Des MS sont passés puis signés avec le titulaire retenu au terme d'une procédure de mise en concurrence, ceci selon les modalités fixées dans le titre II du présent document.

5. Durée de l'accord-cadre - Reconduction

Les accords-cadres prennent effet à compter de leur date de notification (date anniversaire). Ils sont conclus pour une durée initiale de douze (12) mois.

Ils sont tacitement reconductibles trois (3) fois, à chaque date d'anniversaire (date de notification), pour une durée de douze (12) mois.

En application de l'article R.2112-4 du code de la commande publique, le titulaire ne peut refuser la reconduction. L'EdA peut s'opposer à la reconduction à condition d'en informer le titulaire, par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins trois (3) mois avant la date de fin de la période en cours.

6. Pièces de l'accord-cadre

6.1. Pièces particulières

Les pièces particulières sont établies en un exemplaire original. Elles sont conservées dans les archives du pouvoir adjudicateur et font seules foi.

L'accord-cadre est régi par les pièces particulières énumérées ci-après, par ordre de priorité décroissante :

- 1) l'acte d'engagement, renseigné, daté et signé par la personne habilitée à engager le titulaire ;
- 2) le présent CCP et ses annexes;
- 3) l'offre du titulaire (dossier de réponse renseigné par lot).

Ces pièces sont établies en un exemplaire original. Elles sont conservées dans les archives du pouvoir adjudicateur et font seules foi.

6.2. Pièces générales

Les marchés sont régis par les lois et règlements français exclusivement. Il est précisé que tout document relatif à l'accord-cadre doit être rédigé en langue française.

Les pièces générales régissant notamment l'accord-cadre sont :

- le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes (CCAG/FCS) passés au nom de l'Etat (arrêté du 19 janvier 2009 et ses modificatifs), sauf dérogations mentionnées à l'article IV du présent CCP;
- la réglementation relative à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques (ROHS, Restriction of the Use of Certain Hazardous Substances) ;
- le guide pratique Mise en œuvre de la REP (Responsabilité Elargie des Producteurs) pour les DECHETS D'ELEMENTS D'AMEUBLEMENT PROFESSIONNELS (DEA) et les DECHETS D'EQUIPEMENTS ELECTRIQUES & ELECTRONIQUES PROFESSIONNELS (DEEE),
- le règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 ;
- les bonnes pratiques et coutumes de la profession et normes professionnelles en matière de restauration collective.

6.3. Exhaustivité des pièces

L'accord-cadre et les marchés subséquents, constitués des documents contractuels définis précédemment, expriment l'intégralité des obligations contractuelles des parties.

Leurs dispositions prévalent sur celles qui figurent dans les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre le pouvoir adjudicateur et le(s) titulaire(s) préalablement à la signature de l'accord-cadre ou des marchés subséquents.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne peut s'intégrer à l'accord-cadre ni aux marchés subséquents. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures, les documents commerciaux, etc.

7. Prestations et périmètre concerné

La liste des prestations associées est détaillée pour chaque lot en annexe 1.1 à 1.6 du présent CCP.

A l'export, (DROM COM et étranger) les prestations suivantes sont à la charge du pouvoir adjudicateur :

- le portage, le déconditionnement et déballage, la pose, le raccordement (des fluides sur les réservations en attente) et l'installation des matériels dans les locaux du client final, ainsi que l'évacuation des emballages ;
- l'assistance à la mise en service et la formation approfondie des utilisateurs;
- le stockage sur site en vue de la réforme ou la destruction des matériels, avec fourniture des documents réglementaires.

Le titulaire peut être amené à effectuer une reprise des matériels remplacés par le client (enlèvement et destruction en France métropolitaine). Cette prestation complémentaire facultative fait l'objet d'un surplus financier, et est précisée sur le bon de commande.

Les matériels concernés par l'accord-cadre sont ceux sélectionnés par l'EdA, cette sélection pouvant être modifiée et/ou enrichie au cours de l'exécution des marchés subséquents. La liste des sous-familles est détaillée pour chaque lot en annexe 2 (fichier Excel subdivisé en plusieurs feuilles : 2.1 à 2.6) du présent CCP.

Lieu d'exécution des prestations

Les prestations faisant l'objet des marchés subséquents sont exécutées sur les différents sites du pouvoir adjudicateur en France métropolitaine, DROM et COM et à l'étranger.

8. Clause à caractère environnemental

L'activité de l'EdA s'inscrit dans une stratégie de développement responsable. L'un des principes directeurs adoptés est d'intégrer les enjeux de ce développement responsable dans les produits et services achetés.

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution de l'accord-cadre considéré, sur simple demande de l'EdA.

Lorsque la réglementation évolue lors de l'exécution du marché, le titulaire s'y conforme et communique à l'EdA les mesures mises en œuvre. Dans tous les cas et sur simple demande de l'EdA, le titulaire communique, sans délai, les éventuels documents nécessaires justifiant le respect de la réglementation. En cas de manquement, le titulaire encourt, d'une part, les sanctions prévues par la réglementation concernée, sans préjudice des dédommagements pouvant lui être réclamés, et, d'autre part, il s'expose à la résiliation pour faute du marché subséquent considéré.

Le titulaire mène globalement une démarche favorable à l'environnement, en prenant en compte les différentes étapes du cycle de vie des produits (de leur conception à leur fin de vie) tout en garantissant des articles de qualité (aptitude à l'usage et durabilité), et ce afin de limiter les impacts néfastes des prestations et des fournitures objets de l'accord-cadre.

Outre la réglementation en vigueur, le titulaire respecte les préconisations suivantes :

- optimiser les emballages : recyclables, minimisation du suremballage, réduction des déchets ;
- regrouper, dans la mesure du possible, les commandes afin de limiter les transports.

Par ailleurs, l'Économat des Armées est engagé dans une politique de protection de la main d'œuvre et des conditions de travail : pour ce faire, il implique ses partenaires et prestataires dans cette démarche.

Conformément à l'article 6 du CCAG/FCS, les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main

d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main-d'œuvre est employée.

II – DISPOSITIONS RELATIVES AUX MARCHES SUBSEQUENTS

1. Modalités de passation des marchés subséquents

1.1 Objet des marchés subséquents

Les marchés subséquents (MS) passés sur le fondement des accords-cadres de référence ont pour objet la réalisation des prestations propres à l'AC concerné. Ces marchés subséquents sont mono-attributaires.

1.2. Modalités de passation des marchés subséquents

Les marchés subséquents pourront donner lieu selon le besoin du pouvoir adjudicateur à :

- des MS ordinaires appelés MS « spot ». Ces marchés subséquents sont déclenchés lors de la survenance d'un besoin ponctuel.
- des MS à bon de commande pour répondre à un besoin d'une durée pouvant aller de 1 à 4 ans, fixée par le marché subséquent après remise en concurrence des titulaires des lots (le MS prenant alors la forme d'un accord-cadre exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande conformément aux articles R2162-13 à R2162.14 du code de la commande publique).
- La description détaillée du périmètre des prestations attendues est précisée au moment de la consultation.

Sauf indication contraire au moment du lancement des marchés subséquents (MS), les modalités de contractualisation retenues à ce stade pour chacun des lots sont les suivantes :

Désignation des lots	MS « à bons de commande »	MS « spot »
INOX	inox	
CONSERVATION	maintien en température	groupes à distance
	cellule de refroidissement	
CUISSON	cuisson verticale	
	cuisson horizontale à poser	cuisson horizontale autre
DISTRIBUTION	distribution self	
LAVERIE	lave batterie	
	lave-vaisselle frontal	lave-vaisselle hors frontal
PREPARATION	électromécanique et pesage snacking	

Attention : il est de la responsabilité des titulaires pré-référencés pour un AC, de veiller régulièrement à l'accessibilité à la plate-forme de publicité du pouvoir adjudicateur (validité des adresses mail et liens sécurisés). A défaut, les consultations pour les marchés subséquents peuvent ne pas lui parvenir.

Les consultations se déroulent dans les conditions précisées dans les lettres de consultation propres à chaque procédure.

1.3 Pièces des marchés subséquents

1.3.1 Pièces particulières

Sur la base de l'accord-cadre de référence, les marchés subséquents sont régis par les pièces énumérées ci-après, par ordre de priorité décroissante :

- 1/ l'AC de référence et ses annexes
- 2/ la consultation (lettre de consultation) ;
- 3/ le devis de réponse et les pièces annexes ;
- 4/ la notification du marché subséquent ;

Ces pièces sont établies en un exemplaire original. Elles sont conservées dans les archives du pouvoir adjudicateur et font seules foi ;

- 5/ les bons de commande éventuels ;
- 6/ le gabarit article.

1.3.2. Pièces générales

Les marchés subséquents sont régis par le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes (CCAG/FCS) passés au nom de l'Etat (arrêté du 19 janvier 2009 et ses modificatifs), sauf dérogations mentionnées Article IV du présent CCP ;

Les marchés sont régis par les lois et règlements français exclusivement. Il est précisé que tout document relatif aux marchés subséquents doit être rédigé en langue française.

1.3.3. Bons de commande

En application de l'article R. 2162-13 du code de la commande publique, les bons de commande sont des documents écrits adressés aux titulaires des marchés subséquents qui précisent celles des prestations, décrites dans le marché subséquent et l'accord-cadre considérés, dont l'exécution est demandée et en déterminent la quantité.

L'émission des bons de commande s'effectue sans négociation ni remise en concurrence préalable des titulaires de l'accord-cadre, selon des modalités prévues par le présent document.

1.3.4. Exhaustivité des pièces

Les marchés subséquents, constitués des documents contractuels définis précédemment, expriment l'intégralité des obligations contractuelles des parties.

Leurs dispositions prévalent sur celles qui figurent dans les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire préalablement à la signature de l'accord-cadre considéré.

Toute clause, portée dans le(s) catalogue(s), tarif(s), offre du titulaire ou documentation quelconque envoyés par le titulaire et contraire aux dispositions des pièces contractuelles énumérées ci-avant, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

1.4 Modalités générales de réponse aux consultations et d'attribution des marchés subséquents

1.4.1 Les consultations

Les titulaires de l'accord-cadre considéré répondent aux consultations en proposant des offres régulières, acceptables et appropriées lorsqu'ils sont sollicités pour les marchés subséquents, ou le cas échéant motivent l'absence de réponse de manière recevable, au sens de l'article II.1.4.6 du présent CCP.

Les marchés subséquents découlant de l'accord-cadre considéré peuvent revêtir la forme soit d'un marché à bons de commande, soit d'un marché forfaitaire.

Les consultations (marchés subséquents) sont publiées sur la plateforme dématérialisée des achats de l'Etat (PLACE) (<https://www.marches-publics.gouv.fr/>).

Les réponses sont à adresser par dépôt en ligne selon les modalités indiquées dans la lettre de consultation.

1.4.2 Critères de sélection des marchés subséquents

Les offres reçues dans les délais sont analysées. Le pouvoir adjudicateur retient l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous :

- ✎ **Critère 1 – Valeur financière – de 25 à 60 points**
- ✎ **Critère 2 – Valeur technique – de 30 à 70 points**
- ✎ **Critère 3 – Développement durable – 5 points**

Le détail des critères et leur pondération arrêtée sont indiqués dans la lettre de consultation propre à chaque marché subséquent.

En cas de prix supérieurs aux prix plafonds, l'offre est considérée comme irrégulière. Concernant tous les MS, la somme des pondérations sera égale à 100 points.

Chaque candidat est notifié via la PLACE du rejet ou de l'acceptation de son offre.

1.4.3 Limite de l'exclusivité contractuelle

Lors d'une consultation ayant donné lieu à la présentation d'offres inappropriées, inacceptables ou irrégulières, au sens des articles L2152-1 à L2154-4 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur peut procéder à un achat en recourant à une mise en concurrence en dehors de l'accord-cadre.

1.4.4 Durée et délai d'exécution du marché subséquent

La durée d'exécution est fixée dans chaque marché subséquent.

Il est néanmoins précisé que :

- Les marchés subséquents « spot » prennent fin après installation, formation et vérification de bon fonctionnement du matériel concerné ;
- Les marchés subséquents à bons de commande sont d'une durée de 12 mois tacitement reconductibles trois (3) fois, à chaque date d'anniversaire (date de notification).

La notification du marché subséquent marque le début de son exécution.

1.4.5 Contenu des offres des titulaires

Les titulaires transmettent leur offre à l'EdA selon les modalités précisées dans la lettre de consultation.

A ce titre, chaque titulaire, a une obligation de transparence dans sa réponse économique aux consultations. Il détaille son offre en décomposant le prix global sur lequel il s'engage pour la réalisation de l'ensemble des prestations faisant l'objet du marché subséquent. Tout élément non inclus dans ce prix doit clairement être indiqué.

Ceci afin de garantir une complète compréhension de l'offre et un engagement financier du Titulaire.

1.4.6 Motivation de l'absence de remise d'offre

L'absence de réponse, lors de la mise en concurrence pour l'attribution d'un marché subséquent, doit être dûment et expressément motivée, par écrit.

Est considéré, entre autres, comme un motif recevable, l'indisponibilité momentanée ou accidentelle pour des causes indépendantes de la volonté du titulaire ou extérieurs, irrésistibles et imprévisibles à celui-ci.

Sont considérés comme motifs irrecevables :

- o l'engagement de tous les moyens humains et matériels nécessaires à la constitution de l'offre sur d'autres affaires. Il appartient en effet à chaque titulaire de l'accord-cadre de référence de prendre toutes mesures, recrutements, intérim, location de matériel, sous-traitance pour faire face à ses engagements ;
- o l'existence d'une période de fermeture de l'entreprise non dûment visée dans l'offre du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'évincer, sans indemnités, après mise en demeure restée sans réponse durant quinze (15) jours calendaires, l'un des titulaires de l'accord-cadre qui manquerait de manière répétée, sur une année calendaire, à son obligation de remettre une offre subséquente ou d'en motiver l'absence de manière recevable.

2. Modalités d'exécution des marchés subséquents à bons de commande

2.1 Informations générales

Les commandes passées dans le cadre de chaque marché subséquent sont établies au fur et à mesure des besoins et font l'objet de bons de commande adressés au titulaire.

Les commandes sont émises par voie électronique. En cas d'urgence, une commande peut être passée par téléphone, à condition d'être confirmée dans la journée même par l'un des moyens cités précédemment. Elles peuvent être émises jusqu'à l'expiration de la durée de validité du marché subséquent. Leur durée d'exécution maximale est la date de livraison. Cette date, ainsi que le lieu de livraison, sont précisés sur la commande elle-même ou communiquée, dès que possible, au titulaire par l'EdA.

2.2 Particularités des livraisons à l'étranger ou en Outre-Mer

La livraison des matériels, par le titulaire, s'effectue chez un transitaire (dont le nom est précisé dans le bon de commande) en France métropolitaine, c'est-à-dire mise à disposition FCA (*Free Carrier* ou *Franco transporteur France*) en France métropolitaine. Le titulaire établit alors la documentation correspondant au transport qui lui incombe. Suivant les destinations et les modes de transport mis en œuvre, il peut également être demandé au titulaire d'établir les documents et attestations servant à réaliser les documents douaniers. Dans tous les cas, le titulaire doit communiquer à l'EdA, et au transitaire regroupant les matériels, les numéros exacts de nomenclature douanière des produits livrés. Ces références servent à établir les déclarations douanières de sortie du territoire français.

2.3 Liste des familles de produit

Le candidat vérifie être en capacité de répondre à chaque sous-famille de produit. Les sous-familles sont données à titre indicatif et non exhaustif pour chaque lot en annexe n° 2 du présent document.

Toute précision supplémentaire aidant à mieux appréhender la technicité et la fonctionnalité des matériels aux regards des exigences imposées peut également figurer dans le dossier ou fiches techniques à la diligence du soumissionnaire.

2.4 Référencement de nouveaux produits

A l'initiative du pouvoir adjudicateur ou du titulaire, des nouveaux produits (correspondants à l'objet de marché subséquent à bons de commande) peuvent être ajoutés.

Le processus de référencement des nouveaux produits est géré entre le titulaire marché subséquent à bons de commande et le pouvoir adjudicateur (ou son représentant). Il doit respecter les conditions suivantes :

- le pouvoir adjudicateur adresse une demande au titulaire ;
- le titulaire adresse une proposition tarifaire au pouvoir adjudicateur ;
- après discussions, le pouvoir adjudicateur accepte ou refuse les nouveaux produits.

Les nouveaux produits ainsi référencés sont soumis aux mêmes règles que les produits initialement prévus dans les marchés subséquents à bons de commande.

2.5 Gabarit de référencement

Le titulaire doit impérativement fournir, dans les quatre (4) semaines qui suivent la notification du marché subséquent, un gabarit de référencement, annexe n° 4 du présent document (document sous format Excel communiqué par l'EdA dès la notification), intégralement renseigné des informations demandées et impérativement accompagné des documents associés demandés (visuel HD, fiche technique, etc.). Si le titulaire ne fournit pas le gabarit de référencement dans les délais et dans la qualité définie par l'EdA - cela constitue un motif de résiliation du marché subséquent pour manquement à ses obligations.

2.6 Emission de bons de commande

L'organisme habilité à passer les commandes est l'Economat des Armées (EdA), en vue de la satisfaction de ses propres besoins ou au profit de ses clients.

Chaque bon de commande comporte les références suivantes :

- nom, adresse et signature de l'autorité émettrice du bon de commande ;
- numéro du marché et date de notification ;
- numéro et date d'émission du bon de commande ;
- nature des prestations exécutées:
 - o description sommaire des prestations : nature, distance, prise en charge, lieu et date de départ et de livraison, identification du destinataire ;
 - o description sommaire du fret transporté (nature, nombre d'unité(s), poids et volumes,) ;
 - o indications des numéros ou marques d'identification des scelllements s'il y a lieu ;
- coût de l'opération en prix HT et TTC ;
- adresse de facturation.

Une fois le bon de commande émis, le titulaire en accuse réception et confirme la commande dans un délai maximum de 24 heures.

Cette confirmation donne lieu à un mail qui porte les éléments d'identification du avanc, notamment :

- références de la commande (date, n°, destinataire) ;
- libellé de chaque fourniture ;
- données quantitatives (nombre de colis, de palettes, poids volume, etc....) ;
- valorisation de la commande.

En cas de désaccord portant sur la commande, le titulaire du marché et l'EdA se rapprochent pour établir un rectificatif dans les meilleurs délais afin de ne pas entraver la bonne exécution du contrat.

2.7 Préparation des commandes pour enlèvement ou mise à disposition

Il est demandé au titulaire de respecter la réglementation des transports en matière d'emballage.

Le conditionnement des commandes se fait sur palettes perdues et aux dimensions européennes, d'une résistance conforme au poids de la commande. Pour les

commandes multi produits, les fournitures les plus lourdes sont chargées en bas de palette. Aucun conditionnement ne doit dépasser de l'aplomb du plateau.

Les palettes doivent être entièrement filmées (pied de la palette compris), munies d'une coiffe et le cas échéant de cornières :

- filmage de palette par minimum 3 tours en ayant pris la palette à sa base ;
- filmage intégral y compris le haut de la palette, avec aucune possibilité d'accessibilité à la marchandise ;
- 4 bandes de garantie (quand il s'agit d'une palette, 2 dans le sens de la longueur et 2 dans le sens de la largeur) pour garantir une sécurité.

Les palettes doivent être stables : le lourd à la base et le plus léger en haut :

- dimensions de palette : 800x1200mm ou 1000x1200mm avec un accord préalable de l'EdA pour le matériel sur des dimensions spécifiques.

L'étiquetage de chaque palette doit faire apparaître :

- le n° de commande ;
- un n° d'ordre sur le nombre total de palettes ;
- le poids brut de la palette socle compris ;
- la liste détaillée des articles composant la palette (avec repère EdA) ;
- la destination finale (ville et/ou pays) et le nom du client précisé sur le bon de commande.

Le marquage de chaque colis/palette doit impérativement comporter les mentions de commande (ex : 031/BNG/CPO) sur les 4 faces, en gros caractères et sur format A4, étiquette incluse entre le 2ème et 3ème tour de film.

Ces mêmes informations doivent être reprises sur l'état de colisage qui accompagne impérativement chaque palette.

Si tous ces éléments ne sont pas respectés, la commande peut être refusée systématiquement pour motif de « livraison non conforme ».

2.8 Vérification de la prestation

Le pouvoir adjudicateur exerce un contrôle qualitatif et quantitatif systématique sur les prestations. En présence du titulaire, du client et/ou du représentant éventuel du service de contrôle officiel, il procède aux opérations de vérification préalables à l'admission des prestations :

- la conformité de la quantité facturée à la quantité livrée ;
- la conformité entre la référence du produit facturé et la référence du produit livré ;
- le bon fonctionnement des équipements.

Une visite en cours de fabrication peut, dans des cas précis (matériel destiné à l'export à l'étranger ou à l'outre-mer), être effectuée par l'EdA.

- Vérification quantitative et qualitative : lorsque le matériel est livré en France, elle est effectuée par l'EdA lors de la réception du matériel en usine, avant la livraison pour le client final ; elle concerne :

- la conformité de la quantité facturée à la quantité livrée ;
- la conformité entre la référence du produit facturé et la référence du produit livré ;
- le bon fonctionnement des équipements.

Une dernière vérification est également effectuée par le client final à réception des marchandises.

La réception définitive du matériel ne s'effectue qu'à destination finale. Le délai entre la mise à disposition du matériel et la réception définitive est donc variable.

Les matériels des lots « cuisson », « laverie » donnent lieu à un mois d'essai de bon fonctionnement, sachant qu'un dispositif d'acompte est prévu (cf. article 3.6. Acomptes du présent document). La facturation du solde ne peut intervenir qu'après ce délai. Le matériel est réputé être accepté à défaut de réclamation.

En cas de non-conformité, il peut être procédé à l'admission sous réserve, à l'ajournement, à la refaction ou au rejet des fournitures. Les stipulations de l'article 25 du CCAG fournitures courantes et services (FCS) s'appliquent.

Dans tous les cas, les déclarations des litiges quantitatifs et qualitatifs doivent être faites au maximum 72 heures après la réception des marchandises.

En cas de rejet de la livraison, le titulaire procède au remplacement de la fourniture à ses frais et dans les meilleurs délais après avoir confirmé le remplacement à l'EdA. L'organisme habilité à passer les commandes est le service compétent au sein de l'Economat des Armées, il est précisé dans le bon de commande.

2.9 Modalités d'exécution de la livraison ou de la mise à disposition

L'EdA est susceptible d'approvisionner plusieurs clients sur une même destination. La marchandise fait donc l'objet de commandes distinctes quelle que soit la destination.

Le titulaire prévient sept (7) jours ouvrés avant la date de livraison le pouvoir adjudicateur ou son représentant et le responsable restauration sur site de la date de livraison :

La fourniture du matériel est effectuée dans la zone désignée sur site, accompagnée d'un bon de livraison dûment contresigné par le réceptionnaire. Ce document est transmis à l'EdA dans un délai de cinq (5) jours suivant la livraison, à l'adresse e-mail mentionnée sur le bon de commande.

Le titulaire doit impérativement respecter le délai maximal de livraison et d'installation spécifié en annexe de l'acte d'engagement du marché subséquent.

En fonction des besoins, l'installation des matériels de restauration est soit à la charge du titulaire, soit à la charge de l'EdA (matériel destiné à l'export à l'étranger ou à l'outre-mer). Cette information est précisée dans le bon de commande.

2.10 Sous-Traitance

On entend par sous-traitance le fait pour le titulaire de confier une partie des prestations à réaliser à une entreprise tierce qui n'est pas signataire du marché subséquent ou constitutive du groupement solidaire d'entreprises s'étant engagé au marché subséquent. Elle ne peut être totale.

La sous-traitance est envisageable pour l'ensemble des prestations objet du marché subséquent.

Toute filiale ou entreprise non déclarée à un groupement est considérée comme un niveau de sous-traitance.

Les modalités de la loi 75-1334 du 31/12/1975 (modifiée) relative à la sous-traitance et en particulier ses titres I et II s'appliquent aux marchés subséquents.

Le candidat indique dans son offre la part du marché qu'il a l'intention de sous-traiter à des tiers, notamment à des petites et moyennes entreprises ou à des artisans.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de celui-ci. Il est seul responsable du choix et du bon déroulement des actes des sous-traitants pour traiter une opération.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci envers l'EdA.

a) Documents à fournir pour obtenir l'agrément d'un sous-traitant :

L'entreprise titulaire du marché subséquent peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur, avant tout commencement d'exécution des prestations faisant l'objet de la demande de sous-traitance, l'acceptation du ou des sous-traitants et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

Toute sous-traitance non-autorisée préalablement par l'EdA, autorise celui-ci à résilier sans indemnités l'accord-cadre et les marchés subséquents, aux frais et risques du titulaire.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément :

↳ si la demande d'acceptation est faite avant la signature du marché subséquent, le titulaire remplit le formulaire annexé à l'acte d'engagement du marché subséquent (1 formulaire par sous-traitant). L'agrément du sous-traitant est réputé acquis à la notification du marché à l'entreprise principale ;

↳ si cette demande est effectuée après la signature du marché subséquent, son acceptation est constatée par un avenant ou un acte spécial. L'entreprise principale doit ainsi remettre contre récépissé ou par courrier en recommandé avec accusé de réception au pouvoir adjudicateur le formulaire de présentation du sous-traitant dont un modèle est annexé à l'acte d'engagement du marché subséquent.

b) Sous-traitance occulte

Toute sous-traitance occulte engage la seule responsabilité de l'entrepreneur principal et du pouvoir adjudicateur. Le constat par le pouvoir adjudicateur d'une telle situation entraîne la résiliation du marché subséquent aux torts exclusifs de l'entreprise, sans indemnité, ni préavis.

3. Modalités financières des marchés subséquents

3.1 Facturation

Les prestations font l'objet d'une facture, après vérification et admission de ces dernières.

Le titulaire transmet ses factures via le site : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Afin que le traitement des factures soit facilité et optimal, le titulaire doit impérativement faire apparaître les mentions légales et les indications suivantes, dans chacune de ses factures :

- Le nom et l'adresse du titulaire
- Le numéro SIRET du titulaire
- le nom et l'adresse du pouvoir adjudicateur ;
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- le numéro et la date d'établissement de la facture ;
- les références de l'AC et du MS (numéro et date)
- les coordonnées de l'interlocuteur EdA ;
- le code service du pouvoir adjudicateur (DFD_STR) ;
- la période d'exécution des prestations ;
- le montant total HT et TTC des prestations réceptionnées de la commande ;
- la date et signature.

Si le titulaire ne respecte pas les prescriptions susmentionnées, le traitement des factures ne peut être effectué de façon automatique. De ce fait, le délai de traitement des factures, par la Direction Financière et Comptable de l'acheteur est allongé et la mise en règlement retardée.

3.2 Modalité de règlement

Le mode de règlement est le virement bancaire, établi par la direction financière et comptable du pouvoir adjudicateur au profit du compte bancaire indiqué dans l'acte d'engagement. Un seul compte bancaire est accepté.

3.3 Délai de paiement

Le paiement des factures intervient dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la facture. Si les justificatifs présentés par le titulaire de l'accord-cadre ne sont pas conformes aux modalités prévues par l'article 3.1 du présent CCP, le pouvoir adjudicateur en informe par écrit le titulaire. Le délai de paiement est suspendu dans l'attente de la production par le titulaire d'un dossier conforme.

3.4 Intérêts moratoires

A défaut de paiement dans les 30 jours maximums à compter de la date de réception de la facture, des intérêts moratoires sont dus.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage. Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

En outre, le bénéficiaire des prestations n'ayant pas honoré son paiement dans les délais est tenu de régler une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dont le montant est fixé à 40 euros.

3.5 Nantissement et cessions de créances

Le pouvoir adjudicateur délivre au titulaire sur demande et sans frais, les pièces nécessaires pour une remise du marché en nantissement. Toute cession de créances est directement notifiée au comptable du pouvoir adjudicateur par l'établissement cessionnaire.

3.6 Acomptes

Pour les marchés subséquents, donnant lieu à un mois d'essai de bon fonctionnement, un acompte de 30 % de la commande peut être versée au titulaire avant la facturation définitive, dans le cas d'une livraison en France métropolitaine.

Dans le cas d'une livraison à l'étranger (ou en Outre-Mer), un acompte de 30 % de la commande peut être versé au titulaire à sa demande lors de la mise à disposition en France métropolitaine, un second de 30 % lors de la livraison sur le site à l'étranger, et le solde restant de 40 % est versé après la validation du mois d'essai de bon fonctionnement (cf. article 2.8 *Opérations de vérification* du présent document).

3.7 Avances

L'avance est versée lorsque le montant du bon de commande est supérieur à 50 000 €HT et le délai d'exécution est de 2 mois.

Le taux de l'avance est de 5 % du montant du bon de commande.

Ce taux est porté à 30 % lorsque le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R.2161-13 du Code de la commande publique.

Le titulaire du marché peut refuser le versement de l'avance.

Si le marché est passé avec un groupement conjoint, les dispositions qui précèdent sont applicables aux prestations exécutées directement par l'ensemble des membres du groupement. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités des articles R.2191-11/12 du CCP.

Avance pour les MS « spot »

Chaque MS précise le pourcentage de l'avance versée au titulaire.

3.8 Ajustement des prix

Le prix de règlement de toutes les prestations traitées dans le cadre des marchés subséquents est un **prix révisable, selon les modalités et périodicité définies dans chaque marché subséquent.**

3.9 Prix de l'accord-cadre de référence et des marchés subséquents

Pour chaque besoin issu de l'accord-cadre de référence, les prix s'entendent hors taxes, en euros, fermes et unitaires.

Les prix des prestations et matériels incluent l'ensemble des exigences décrites et les matériels neufs considérés dans l'accord-cadre et des marchés subséquents.

Concernant les MS à bons de commande, le BPU fourni dans l'offre est rendu contractuel par la notification.

Dans le cadre des MS « spot », une annexe financière est complétée et contractualisée.

3.10 Offre promotionnelle

Les titulaires de chacun des AC a la faculté de proposer au pouvoir adjudicateur des remises exceptionnelles ou prix promotionnels, notamment dans les cas de sur-stockages, de déclassements de produits, etc. Il prend en compte la fluctuation et la dévaluation des prix du marché, à la hausse comme à la baisse. Ces prix s'appliquent aux commandes notifiées pendant la période promotionnelle.

4. Performance des MS

La performance de chaque MS est jugée sur la ponctualité et sur la complétude des livraisons au destinataire final.

Le pouvoir adjudicateur mesure la durée totale de réalisation entre la date de l'émission du bon de commande et la date réelle de livraison au destinataire final comparativement à la date prévue. Les délais, déterminés par catégorie d'articles, sont définis dans chaque marché subséquent. Le pouvoir adjudicateur a accès aux éléments lui permettant d'identifier la cause principale de tout défaut de ponctualité. Il tient pour responsable le titulaire des incidents dus à certains motifs.

La complétude des livraisons au destinataire final est jugée sur la capacité de livrer au destinataire final les marchandises et les matériels commandés en quantité exacte, dans l'état qualitatif requis, avec les étiquetages et les documents d'accompagnement et de transport conformes.

La fréquence des mesures de la performance, les modes de calcul, les motifs et leur imputation de responsabilité sont définis dans chaque marché subséquent.

PILOTAGE DU MARCHE

Afin d'assurer une coordination opérationnelle et technique entre les parties, l'EdA met en place au cas par cas selon les MS, un comité de pilotage adapté aux besoins opérationnels du marché. La période, la tenue et la périodicité de ces réunions peuvent être ajustées d'un commun accord entre l'EdA et le titulaire. Les réunions sont réalisées dans les locaux de Pantin, ou par visioconférence en présence de la DFD et de l'acheteur responsable au sein de la DA.

Le titulaire s'engage à participer aux comités de pilotage et de suivi de la performance programmés par le pouvoir adjudicateur.

La présente clause de performance peut être complétée en tant que de besoin pour chaque marché subséquent émis.

5. Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 des CCAG/FCS, le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant ne dépasse pas 150 (cent cinquante) euros.

Les pénalités de retard sont plafonnées à 20 % du montant HT du bon de commande.

5.1 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 des CCAG/FCS, lorsque les délais contractuels sont dépassés, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée selon la formule suivante :

$$P = (V \times R) / 100$$

Dans laquelle :

- *P : montant de la pénalité ;*
- *V : valeur HT des matériels sur laquelle est calculée la pénalité*
- *R : nombre de jours ouvrés de retard ou d'avance.*

Les délais contractuels ne courent pas en cas de force majeure (catastrophes naturelles, intempéries...), et d'empêchement technique majeur reconnu comme tel par l'EdA.

5.2. Pénalités pour non-respect des obligations relatives aux sous-traitants mentionnées à l'article 3.6 du CCAG/FCS

Par dérogation à l'article 3.6.3 des CCAG/FCS et lorsque chaque sous-traitant n'a pas fait l'objet d'une « déclaration de sous-traitance » (DC4), le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, et indépendamment de toute décision de résiliation, une pénalité calculée selon la formule suivante :

$$P = (V \times R) / 150$$

Dans laquelle :

- *P = montant de la pénalité*
- *V = par bon de commande, valeur hors taxes des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie des prestations sous-traitées ou de l'ensemble des prestations, à défaut d'une identification claire des prestations sous-traitées.*
- *R = nombre de jours calendaires de retard à compter de la date de réception de la commande du bénéficiaire.*

5.3. Pénalités pour non-respect du délai de réparation (en cas de mise en œuvre de la garantie)

Cette pénalité est applicable dans le cadre de la garantie contractuelle, le cas échéant dans le cadre de l'extension de garantie, ainsi que hors garantie.

Par dérogation à l'article 14.1.1 des CCAG/FCS, lorsque le délai d'intervention suite à la mise en œuvre de la garantie contractuelle ou des extensions de garantie est dépassé du fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P = (V \times R) / 10$$

Dans laquelle :

- P = montant de la pénalité
- V = valeur initiale du matériel sur laquelle est calculée la pénalité ;
- R = nombre de jours de retard.

5.4 Pénalité pour non-respect des dispositions des pièces de l'accord-cadre de référence

En cas de non-respect (manquements et/ou violations) des dispositions des pièces de l'accord-cadre de référence, le titulaire peut se voir infliger, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de **500 € HT par non-respect constaté** (ex : non-respect du devoir de conseil). Le non-respect d'une obligation de l'accord-cadre considéré est constaté par le pouvoir adjudicateur et notifié par lettre recommandée avec accusé de réception au titulaire défaillant.

5.5 Exécution aux frais et risques du titulaire (non livraison partielle ou totale des fournitures...)

Comme il est prévu à l'article 36 du CCAG-FCS, en cas d'inexécution par le titulaire de ses engagements contractuels, le pouvoir adjudicateur peut pourvoir à l'exécution des prestations prévues au marché subséquent aux frais et risques du titulaire. L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas. En ce cas, le pouvoir adjudicateur s'adresse à la société classée deuxième lors de l'évaluation initiale de la consultation du marché subséquent concerné, à défaut aux suivants jusqu'à satisfaction du besoin.

6. Dépendance économique

Pendant toute la durée du contrat, le prestataire doit faire ses meilleurs efforts pour diversifier sa clientèle et éviter de se retrouver en dépendance économique vis à vis du pouvoir adjudicateur. Le cas échéant, il doit en informer le pouvoir adjudicateur.

7. Données personnelles

Le titulaire, est susceptible d'avoir accès à des Données à Caractère Personnel dans le cadre de l'exécution du marché.

Il doit dès lors, opérer leur traitement en conformité avec les dispositions du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des Données à Caractère Personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (RGPD).

Il doit en garantir la confidentialité et veiller à ce que seuls les personnels autorisés de son organisme y aient accès et n'en prennent copie ni ne les utilisent pour d'autres finalités que la réalisation de l'objet du marché. Il veille également à la mise en place de mesures techniques et organisationnelles pour encadrer le traitement de ces données.

L'EdA détermine les finalités et les moyens du traitement de Données à Caractère Personnel dont il demeure seul responsable, et en supervise la mise en œuvre.

Le titulaire doit veiller par ailleurs à choisir ses sous-traitants avec diligence et prêter une attention particulière à la réputation, à l'expérience en matière de fourniture des services sous-traités et au caractère adéquat des mesures techniques et organisationnelles mises en place.

III - DISPOSITIONS COMMUNES

1.Modification de l'accord-cadre et des marchés subséquents

L'accord-cadre et les marchés subséquents ne peuvent être modifiés que sur accord des parties. Toute modification unilatérale ou par des autorités non compétentes est réputée nulle.

Ils peuvent être modifiés sur demande de l'une des parties lorsque les circonstances ou des éléments nouveaux rendent leur évolution nécessaire.

Toute modification de l'accord-cadre ou des marchés subséquents donne lieu à l'élaboration d'un acte modificatif soumis à l'approbation des parties. Néanmoins, en cas d'accord des parties concernant des modifications mineures (notamment sans incidence financière), les modifications peuvent être formalisées par ordre de service (OS) notifié par le pouvoir adjudicateur au titulaire.

- Clause de réexamen :

En application de l'article R. 2194-1 et suivants du Code de la commande publique, le marché peut être modifié, quel que soit le montant de la modification, dans les circonstances suivantes :

- ✓ passation d'un marché complémentaire de fournitures ou de services en vertu de l'article R2194-3 et R2194-4 du code de la commande publique ;
- ✓ intégration de prestations nouvelles nécessaires à l'objet du présent marché ;
- ✓ ajustement de la durée du marché ou des coûts de la prestation, en raison de paramètres non prévisibles à la date de contractualisation ;
- ✓ cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire dans le cadre d'une restructuration de l'entreprise titulaire¹, à certaines conditions² ;

¹ fusion, acquisition, absorption

² à condition que cette modification n'entraîne aucune modification substantielle du contrat et que l'opérateur économique présenté remplisse les critères de sélection initiaux

- ✓ reprise de l'exécution du marché par un mandataire qualifié du pouvoir adjudicateur ;
- ✓ ajustement de la clause de performance en raison de paramètres non prévisibles à la date de contractualisation ;
- ✓ Augmentation du montant maximum de 25 % pour la durée restante à couvrir de l'accord-cadre (durée ferme + reconductions) lorsque le montant cumulé des commandes sur les deux premières années de l'accord-cadre est supérieur à 50 % du montant maximum global de l'accord-cadre.

La clause de réexamen fait l'objet d'une décision unilatérale écrite du pouvoir adjudicateur et est notifiée au Titulaire par tout moyen permettant d'attester sa bonne réception.

2. Résiliation des accords-cadres et des MS

Les dispositions du chapitre 6 du CCAG/FCS s'appliquent en l'espèce.

2.1 Résiliation pour motif d'intérêt général

Les accords-cadres et/ou les marchés subséquents peuvent être résiliés pour motif d'intérêt général. Dans ce cas, la résiliation n'ouvre droit au versement aucune indemnité.

2.2 Résiliation pour faute du titulaire

L'accord-cadre et/ou les marchés subséquents peuvent être résiliés par le pouvoir adjudicateur par lettre recommandée avec accusé réception en cas de faute grave ou de non-exécutions répétées des prestations. Aucune indemnité n'est alors due, hormis le paiement des prestations déjà réalisées par le titulaire avant la fin du contrat résilié (accord-cadre et/ou marché subséquent).

La résiliation intervient après la procédure suivante :

le pouvoir adjudicateur adresse préalablement au titulaire une mise en demeure précisant la sanction envisagée.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours calendaires pour présenter ses observations ainsi que les mesures envisagées. Si la mise en demeure reste infructueuse ou en cas de répétition de faute du titulaire, le pouvoir adjudicateur prononce la résiliation. La résiliation est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception. A défaut de date fixée dans la décision, elle prend effet le 1^{er} jour du mois suivant.

3. Litiges

Le Droit français est seul applicable et les tribunaux français seuls compétents. Si un différend survient à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de l'accord-cadre, les parties s'efforcent de le régler à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, le litige est porté devant les juridictions administratives territorialement compétentes.

Tribunal Administratif de Montreuil

7, rue Catherine Puig

93558 MONTREUIL CEDEX

Tél : 01 49 20 20 00 – Courriel : greffe.ta-montreuil@juradm.fr

4. Confidentialité

Pendant toute la durée d'exécution du marché et après son expiration, le titulaire est tenu au secret professionnel absolu sur toutes les informations ou pratiques commerciales dont il peut avoir connaissance dans le cadre de l'exécution du marché.

Il s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il a eu accès lors de l'exécution des prestations, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, en dehors du contexte du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire fait respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs. Il se porte fort du respect de cette obligation pour tout son personnel ; il est responsable de toutes les conséquences dommageables qui pourraient résulter de l'inobservation par l'un d'entre eux de cette disposition.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire de lui retourner ou de détruire les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation grave des obligations de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation du marché considéré aux torts du titulaire.

Le titulaire est tenu au secret professionnel tout comme les candidats au présent dossier de consultation

5.Assurance et responsabilité du titulaire

Les titulaires pré-référencés des accords-cadres disposent d'une police d'assurance couvrant les risques. A la demande du pouvoir adjudicateur, il est tenu de produire une attestation de cette assurance. Cette attestation doit indiquer le type de garantie, la nature des risques couverts et sa période de validité. A défaut de production dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception de la demande du pouvoir adjudicateur, les accords-cadres et les marchés subséquents qui lui ont été attribués peuvent être résiliés à ses torts exclusifs, sans mise en demeure supplémentaire ni indemnités.

L'assurance doit couvrir les conséquences pécuniaires de responsabilité civile qu'il encourt vis-à-vis des tiers et du pouvoir adjudicateur en cas d'accident et de tous dommages causés à l'occasion de l'exécution des marchés subséquents conclus sur la base des accords-cadres.

IV - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS

Article du CCP	Intitulé de l'article	Article(s) du CCAG
----------------	-----------------------	--------------------

Article I. 6.1	Pièces particulières	Article 4.1
Article II.1.3.1	Pièces particulières	Article 4.1
Article II. 3.6	Acomptes	Article 11.1 et 11.2
Article II. 5	Pénalités	Article 14 et 3.6.3
Article III. 2.1	Résiliation pour motif d'intérêt général	Article 42